

Le 10 Juin 2021, le président français Emmanuel Macron annonçait « la fin de l'opération Barkhane » au profit d'une mission de soutien et d'appui aux armées régionales. Cette décision intervient dans un contexte de tension entre les chancelleries malienne et française, après un deuxième coup d'État en moins d'un an, accentuant de fait la fragilité gouvernementale de l'État malien. L'allègement de la principale force militaire de la région pourrait avoir pour conséquence d'inciter les États du Sahel à s'engager davantage, tout en renforçant le début d'implication de forces européennes par le biais de la Task Force Takuba.

FAITS

L'allocution d'Emmanuel Macron faisait suite aux récents troubles politiques au Mali et à l'investiture d'un nouveau gouvernement favorable au dialogue avec les groupes armés, une ligne rouge pour l'Élysée.

Dans une critique directe à l'encontre des représentants politiques maliens, son annonce d'une transformation de l'opération Barkhane au profit d'une plus grande coopération internationale dans la résolution de la crise précisait que « la présence durable dans le cadre d'opérations extérieures de la France ne peut pas se substituer au retour de l'État et des services de l'État à la stabilité politique et au choix des États souverains »¹.

Il serait néanmoins précipité d'y voir un retrait total de la France du Sahel. En effet, la stabilité de la région importe

toujours autant à l'Hexagone et la lutte contre le terrorisme dans la zone reste un objectif prioritaire. Néanmoins, depuis le Sommet de Pau regroupant les pays du G5 Sahel² et la France en janvier 2020, le gouvernement français avait déjà indiqué sa volonté de réduire sa présence au Sahel et la nécessité pour les pays africains de rétablir leur autorité et la sécurité de leurs citoyens.

Le 9 juillet, à l'issue d'un sommet extraordinaire entre les États du G5 Sahel et la France, Emmanuel Macron a détaillé les grandes lignes de la restructuration de la présence française. Désormais, les forces armées françaises agiront au Sahel dans un double objectif de lutte contre le terrorisme et de montée en puissance des armées partenaires. Cette redéfinition du cadre de l'action militaire française s'articule autour des trois dimensions que sont la coopération, le partenariat de combat et la réassurance³. Ce cadre de la transformation de la présence française implique un effacement des forces conventionnelles au profit des forces spéciales, dont les membres seront en partie rassemblés au sein de la Task Force (TF) européenne Takuba. Les effectifs de la force Barkhane devraient être divisés de moitié d'ici 2023, passant de 5 100 à 2 500 - 3 000 soldats français sur le terrain. Les militaires de la force Barkhane vont aussi être redéployés, principalement dans la zone dite des « trois frontières »⁴, au détriment du nord du Mali où les trois bases de Kidal, Tessalit et Tombouctou ont été ou seront prochainement remises aux mains des soldats de la Mission des Nations unies au Mali (MINUSMA) et à l'armée malienne⁵. Par ailleurs, lors de son allocution, le Président Macron a annoncé sa volonté de recentrer les missions des forces françaises sur les actions de contre-terrorisme pour endiguer toute expansion des groupes djihadistes vers le sud.

¹ « Opération Barkhane : Macron annonce une transformation profonde », *Huffington post*, 10 juin 2021. Disponible sur : <https://bit.ly/3nBztKp>

² Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie et le Tchad. une aide militaire

³ « Dossier de presse, opération Barkhane », *ministère des Armées*, septembre 2021, p. 4. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHOS>

⁴ Zone du Liptako située aux frontières entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

⁵ Le départ des soldats français de la base de Kidal a été acté le 20 octobre, celui de la base de Tessalit le 15 novembre 2021. LAGNEAU, Laurent. « Barkhane a transféré la base Tessalit à l'armée malienne qui espère une aide militaire russe accrue », *Zone militaire*, 11 octobre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gROA>

CONTEXTE

En réalité, toutes ces nouvelles annonces étaient attendues. Elles ne font que confirmer la stratégie recherchée par Paris depuis plusieurs années, axée sur le renforcement de la coopération et l'implication des acteurs africains. Depuis la création du G5 Sahel en 2014 supervisé par la France, la coopération entre les armées locales et la force Barkhane était au cœur de la stratégie de réinstauration de la stabilité. Or, malgré l'annonce de la création d'une force commune du G5 Sahel de 5 000 hommes en 2017, l'évolution de la situation sur le terrain est demeurée imperceptible. Les années 2019 et 2020 ont été les plus meurtrières depuis 2013 au Mali⁶. Plusieurs attaques d'ampleur des groupes armés djihadistes et l'élargissement de leur zone d'actions ont conduit les pays du G5 Sahel et la France à se retrouver pour réaffirmer le besoin de mener des actions communes et de s'impliquer davantage dans la résolution de la crise.

La force Barkhane a mené une série d'opérations contre les groupes armés terroristes (GAT) au cours de l'année 2020, en éliminant notamment Abdelmalek Droukdel⁷ (chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, AQMI) et Bah Ag Moussa (l'un des leaders du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans, GSIM). Ces éliminations ciblées de hauts responsables djihadistes constituent des succès tactiques indéniables à porter au crédit de la force Barkhane, qui bénéficie depuis la fin de l'année 2019 de drones armés démultipliant les résultats des forces françaises sur zone⁸. Pour Michel Goya, la réduction des effectifs français au Sahel s'inscrit aussi dans ce contexte : la supériorité aérienne joue un rôle considérable, en permettant d'éliminer plus d'adversaires que les forces terrestres françaises au sol⁹. La stratégie française s'appuie ainsi davantage sur la force de frappe des drones, des avions de combat et des hélicoptères, couplée aux interventions des forces spéciales de l'opération Sabre, pour affaiblir les djihadistes. Cette stratégie de pression sur les GAT et l'élimination de leurs leaders se poursuit et, durant l'année 2021, plusieurs cadres des groupes djihadistes ont été neutralisés à l'instar d'Abu Walid al-Saharoui (État islamique au grand Sahara, EIGS)

le 15 septembre ou encore, un mois plus tard au Mali, d'Abu al-Maghrebi (chef religieux du GSIM).

Dans le même temps, les forces africaines ont nettement intensifié leurs actions de contre-terrorisme. Elles n'ont pourtant pas apporté de stabilité, en partie à cause des exactions commises par les soldats du G5 Sahel à l'encontre des populations locales¹⁰ et de leur niveau militaire que d'aucuns considèrent limité (hormis pour le Tchad). En parallèle, les deux gouvernements portés au pouvoir à Bamako par les coups d'État de 2020 et 2021 ont opté pour une stratégie de négociation avec les GAT, à l'encontre de la doctrine de la force Barkhane. Les tensions entre Français et Maliens nées du renversement du gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020. En ont été renforcées. Après le coup d'État de mai 2021 qui a encore accentué la déstabilisation du pays et de la région, Paris avait déjà suspendu toute coopération militaire avec les forces armées maliennes dont, notamment, les différents programmes de formation. Le gouvernement malien en place ne se prive pas quant à lui de critiquer ouvertement la France, accusée d'avoir soutenu les séparatistes Touaregs et d'abandonner le Mali, tout en accélérant depuis l'été les négociations avec le groupe de mercenaires russes Wagner¹¹. Selon le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga (formé en URSS), le retrait de Barkhane place le Mali « devant le fait accompli et l'expose à une espèce d'abandon en plein vol », ce qui le contraindrait, pour combler le vide créé, à trouver d'autres partenaires. La France a vivement réagi à ces critiques, notamment par la voix de la ministre des Armées Florence Parly, qui a accusé le gouvernement malien de « mauvaise foi, d'hypocrisie et de beaucoup d'indécence »¹², alors que la France enterrait le sergent Maxime Blasco, tué en opération et 57^e soldat français mort au Sahel.

En menaçant de faire appel au groupe Wagner, le gouvernement malien cristallise le mécontentement populaire à l'égard de l'opération Barkhane. Il est attisé par l'influence des réseaux russes en Afrique, orientée contre l'ancienne puissance coloniale française¹³. Près de 80 % des Maliens seraient insatisfaits de Barkhane, jugée complice des groupes terroristes et insuffisamment protectrice de la population¹⁴. Ses succès tactiques

⁶ NSAIBIA, Héli. « Mali: any end to the storm ? », *ACLEDE*, 17 décembre 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/gH15>

⁷ CHAUVEL, Oren. « Elimination de Droukdel par la France : crise pour AQMI et tournant dans la lutte contre les GAT ? », *IEC-IES*, 7 juillet 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/gH1j>

⁸ Les drones contribuent à hauteur de 40 % des frappes aériennes. La France dispose au Sahel de 6 drones armés et de 7 avions de chasse.

⁹ GOYA, Michel. « France in the Sahel is a policeman trying to escape from prison », *Hoover institution*, issue n°2132, 21 septembre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gH2p>

¹⁰ NSAIBIA, Héli. « State atrocities in the Sahel », *ACLEDE*, 20 mai 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/gH1C>

¹¹ « Wagner : les coulisses du poker menteur entre Macron et Poutine », *Intelligence online*, 3 novembre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gRPJ> (accès réservé)

¹² LAGNEAU, Laurent. « Le Premier ministre malien accuse la France d'avoir créé une enclave aux mains de groupes armés à Kidal », *Zone militaire*, 11 octobre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gNlx>

¹³ AUDINET, Maxime. « Le lion, l'ours et les hyènes : acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone », *IRSEM*, étude n°83, juillet 2021, p. 59.

¹⁴ « Mali-mètre, enquête d'opinion politique : que pensent les Maliens ? », *Friedrich Ebert Stiftung (FES)*, n°11, mars 2020, p. 65-67. Disponible sur : <https://urlz.fr/gH1W>

indiscutables ne permettent pas pour autant d'accomplir l'objectif stratégique annoncé lors du sommet de Pau de « restaurer l'autorité des États du Sahel ». L'insécurité qui subsiste au détriment des populations locales ne fait qu'accroître cette ambivalence entre les succès opérationnels et le scepticisme grandissant des civils à l'égard de la force Barkhane¹⁵. L'option d'une stratégie française axée sur le « tout sécuritaire » n'a pas permis jusqu'à présent de parvenir aux résultats escomptés de rétablissement de la paix et de la stabilité, faute de pouvoir remplacer les États sahéliens dans leurs prérogatives régaliennes, comme l'a rappelé le président français le 10 juin 2021. Officiellement, les actions militaires de Barkhane ne constituent qu'un des trois piliers de l'opération, les deux autres étant la coopération civilo-militaire et la formation des forces locales¹⁶. Sans possibilité d'apporter des solutions socio-économiques et politiques dans les zones libérées des groupes armés, la force Barkhane ne peut que colmater les brèches d'une crise aux racines bien plus profondes. À l'automne 2021, les forces armées maliennes aidées des Casques bleus de la MINUSMA et des armées du G5 Sahel ne contrôlent que 30 % du territoire malien. Lorsque les États sahéliens consentent à mettre en place des programmes locaux de développement, ils produisent des résultats souvent inefficaces, sont entachés par la corruption et ne réduisent pas l'insécurité rampante qui s'ajoute à l'hostilité envers les autorités¹⁷. Ceci explique en partie la volonté de la France de se retirer, certes progressivement, d'une situation inextricable : « Nous ne pouvons pas sécuriser des zones qui retombent dans l'anomie parce que des États décident de ne pas prendre leurs responsabilités. [...] C'est un travail sans fin »¹⁸.

Sur le plan régional, la dégradation de la relation avec les autorités maliennes n'est pas la seule raison qui a accéléré le processus d'un début de retrait français. La mort d'Idriss Déby lors d'une intervention contre des rebelles tchadiens venus de Libye, pose la question de la stabilité du Tchad et

plus largement du Sahel. De plus, les négociations entamées avec les djihadistes par le Niger¹⁹ et le Burkina Faso²⁰, autres pays du G5 Sahel, pour mettre fin aux violences, s'opposent à la position de la France rappelée par Emmanuel Macron : « avec les terroristes, on ne discute pas »²¹. Fin octobre, le gouvernement malien aurait repris le processus de négociation avec le GSIM d'Iyad Ag Ghali, lié à Al-Qaïda²², ce qu'il a finalement démenti peu après sans toutefois fermer la porte complètement.

L'annonce du Président Macron intervient aussi dans une période d'opportunité unique de se retirer peu à peu du Sahel, telle qu'elle ne s'était pas présentée depuis les occasions manquées de la fin de l'opération Serval en 2013 et des accords d'Alger de 2015 de réconciliation entre l'État malien et les séparatistes de l'Azawad, désormais regroupés au sein de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)²³. Enfin, l'annonce de la fin de Barkhane intervient moins d'un an avant les élections présidentielles en France, alors que le déploiement au Sahel perd peu à peu le soutien majoritaire des Français. En janvier 2021, 49 % d'entre eux approuvaient l'opération au Mali, contre 73 % au début de l'opération Serval en 2013²⁴. Le coût de Barkhane est par ailleurs élevé (environ 1 milliard d'euros par an), pour des finalités qu'ils jugent éloignées de leurs préoccupations quotidiennes.

ENJEUX

La fin de l'opération Barkhane pose la question de la stabilité au Sahel, dans la mesure où le dispositif français y constitue l'élément central de l'engagement militaire contre les GAT. La force conjointe (FC) du G5 Sahel, créée en 2017 et composée officiellement de 5 000 hommes, peine à produire des résultats tangibles sur le terrain. La faute à un manque d'équipement, de moyens financiers et de coordination transnationale. Alors que cette force repose sur la coopération entre les États du G5 Sahel, chacun d'eux

¹⁵ BAGAYOKO, Niagalé. « Les instruments internationaux de gestion des conflits au défi de la crise sahélienne », *Revue de défense nationale*, n°841, juin 2021, p. 88.

¹⁶ Les armées françaises ont abandonné une grande partie de cette tradition coloniale d'approche globale de la contre-insurrection avec une coopération civilo-militaire limitée (76 actions en 2020), pour se concentrer sur les opérations militaires et sur la formation de partenaires. SHURKIN, Michael (Dr.). « L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection », *IRSEM*, étude n°90, novembre 2021, p. 57-63. Disponible sur : <https://urlz.fr/gNSe>

¹⁷ « Réordonner les stratégies de stabilisation au Sahel », *International Crisis group*, report n°299, 1 février 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHaD>

¹⁸ Conférence de presse du président de la République (G7 et sommet de l'OTAN), *Elysée.fr*, p. 10. Disponible sur : <https://urlz.fr/gH2j>

¹⁹ PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine. « La fin de l'opération Barkhane vue du Niger », *The conversation*, 20 juin 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHag>

²⁰ MEDNICK, Sam. « Exclusive: Burkina faso's secret peace talks and fragile jihadist ceasefire », *The new humanitarian*, 11 mars 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHak>

²¹ PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine. « Et pendant ce temps, la France s'enlise au Sahel », *Le Monde diplomatique*, dossier « Vers la fin des guerres sans fin ? », septembre 2021, p. 16.

²² LAGNEAU, Laurent. « Le gouvernement de transition malien officialise des négociations avec les groupes jihadistes liés à Al-Qaïda », *Zone militaire*, 20 octobre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHaw>

²³ TULL, Denis. « Operation Barkhane and the future of the Sahel », *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP Berlin)*, 5 janvier 2021, p. 3. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHa8>

²⁴ DE FOUGIERES, Mahaut. « French military in the Sahel: an unwinnable (dis)engagement ? », *Institut Montaigne*, 23 juin 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHaC>

poursuit en réalité ses intérêts nationaux avant tout²⁵. La force conjointe dépend aussi du soutien des autres structures militaires telles que la force Barkhane pour la formation et la MINUSMA pour l'accompagnement en opérations. Or la MINUSMA est entravée dans cette coopération par son mandat limité au territoire malien²⁶. Avec le retrait annoncé d'une partie du dispositif français, les Nations unies ont annoncé l'augmentation des effectifs de la MINUSMA, qui comprenaient jusqu'à lors 13 000 soldats et 1 700 policiers, pour atteindre les 17 300 membres²⁷. Comme la force conjointe du G5 Sahel, la MINUSMA manque cependant de moyens matériels, financiers et de capacités en matière de renseignement. A l'inverse les Russes, par la voix du ministre des Affaires étrangères S. Lavrov, se déclarent prêts à renforcer leur coopération avec le régime militaire malien, notamment en armes, équipements et munitions²⁸.

La diminution des effectifs français au Sahel constitue aussi un poids pour l'autre opération française dans la région, l'opération Sabre. Composée de forces spéciales pour moitié de ses 400 effectifs aux ordres du Commandement des opérations spéciales (COS), la Task Force Sabre est principalement chargée de l'élimination, à partir des renseignements collectés, des *High-value target* (HVT) que sont les chefs djihadistes. Cette structure autonome vis-à-vis de Barkhane risque néanmoins d'être touchée par la fin de cette opération. En effet, si Barkhane disparaît, c'est au profit de la montée en puissance de la Task Force européenne Takuba, dont l'ossature repose sur les forces spéciales françaises mises à disposition par le COS. L'opération Sabre pourrait alors perdre une partie de ses moyens humains et matériels (hélicoptères du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales, RHFS)²⁹. La force Sabre s'appuyait aussi sur les bases terrestres des forces conventionnelles, dont certaines sont en cours de restitution aux Maliens et à la MINUSMA.

La capacité de la Task Force Takuba à prendre le relais de l'opération Barkhane sera aussi scrutée avec grand intérêt. Regroupant 700 commandos de huit pays européens³⁰ (avec 300 Français), Takuba devrait atteindre

les 2 000 combattants et plusieurs pays européens ont annoncé vouloir y participer. Néanmoins, surtout depuis l'annonce de la fin de l'opération Barkhane, certains États, dont l'Allemagne, se montrent plus réticents à s'investir dans cette force pendant longtemps placée sous le commandement des Français³¹ qui en ont défini les règles d'engagement³². Initialement, Takuba avait été créée en juillet 2020 pour pallier les manques de la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM)³³ car les formateurs européens ne pouvaient accompagner les militaires maliens lors des opérations. Or, si les opérateurs du groupement Takuba peuvent désormais participer aux actions contre les GAT, l'accentuation du volet « contre-terrorisme » du dispositif, qui pourrait découler de la fin de Barkhane, se fera peut-être au détriment de l'autre axe majeur de la force : la formation des armées régionales. En définitive, la lente mise en place de Takuba devra s'opérer en coordination avec le départ des soldats conventionnels de Barkhane et la formation des armées locales nécessaire à leur déploiement sur le terrain aux côtés des quelques Européens.

Surtout, la fin de Barkhane impose de mener le redéploiement français au Sahel d'une manière cohérente et ordonnée, sans perdre la main sur le fil des opérations ni laisser aux djihadistes l'opportunité d'un départ précipité à même de reproduire un scénario similaire à celui de l'été 2021 en Afghanistan. Certains pays européens renâclent à s'engager dans une région instable où le risque d'enlèvement existe. Il en va ainsi des Allemands qui, en partie pour cette raison, refusent de s'investir dans la Task Force Takuba afin de se concentrer uniquement sur la formation et le soutien de la MINUSMA et de l'EUTM³⁴. Une réduction des forces françaises dans la zone pourrait aussi atténuer les effets d'une stratégie axée sur l'action militaire au profit de négociations et d'une sortie de crise par des moyens socio-économiques et politiques. Au risque toutefois de voir les groupes armés djihadistes profiter de la réduction de l'empreinte territoriale française pour prospérer.

²⁵ « Après trois ans d'existence, la force Sahel peine à convaincre », VOA, 21 décembre 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHaL>

²⁶ OLLIVIER, Bertrand. « Les implications de la mise en place de la force conjointe du G5-Sahel sur la MINUSMA et les contributeurs régionaux », *Observatoire Boutros Ghali*, avril 2021, p. 3. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHaQ>

²⁷ « Adaptation et effectif autorisé de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali », *Conseil de sécurité des Nations Unies*, 16 juillet 2021, p. 4. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHaX>

²⁸ KLOMEGHA, Kester. « Russia agrees to Strengthen Military Regime in Mali », *Eurasiareview*, 17 novembre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gRQy>

²⁹ « Au Sahel, les commandos de la task force Sabre plongent dans l'après-Barkhane », *Intelligence online*, 20 septembre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHbm> (accès réservé)

³⁰ République tchèque, Belgique, Suède, France, Italie, Portugal, Estonie et Pays-Bas. Pays qui ont donné leur accord pour participer prochainement au dispositif : Roumanie, Danemark, Norvège.

³¹ La TF Takuba relevait jusqu'au 4 novembre de Barkhane. Depuis, un général suédois est à sa tête.

³² ALONSO, Pierre. « L'opération Takuba, successeuse de Barkhane ? L'union fait la task force », *Libération*, 21 octobre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHby>

³³ LEBOVICH, Andrew. « Après Barkhane : ce que le retrait des troupes signifie pour le Sahel », *European council on foreign relations*, 7 juillet 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/gHbC>

³⁴ TULL, Denis. « L'Allemagne au Sahel : un partenaire sceptique », *IRSEM*, brèves stratégique n°7, 3 juin 2020, p. 1.